

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 19 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOPSID (Crassier Marspich)

Portier La Vallée

57290 Serémange-Erzange

Références : SEREMANGE-ERZANGE_SOPSID_2023-06-19_RAPVI_SDB_25052
Code AIOT : 0006201890

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 mai 2023 dans l'établissement SOPSID (Crassier Marspich) implanté Portier La Vallée 57290 Serémange-Erzange. L'inspection a été annoncée le 17 mai 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du contrôle du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°253 du 9 décembre 2022 et des suites apportées par l'exploitant aux demandes de l'inspection formulées à l'issue du contrôle du 18 octobre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPSID (Crassier Marspich)
- Portier La Vallée 57290 Serémange-Erzange
- Code AIOT : 0006201890
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le fonctionnement des installations est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral n° 2016-DLP-BUPE-221 du 20 septembre 2016 imposant à la société SOPSID des prescriptions pour la poursuite de l'exploitation de ses installations de traitement de déchets implantées sur le crassier de Marspich à Serémange-Erzange.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- émissions atmosphériques
- rejets aqueux
- déchets
- risques technologiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle, est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposé (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.
Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 3.7 et 3.6 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 4.2 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet
3	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 4.3 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 7.11 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet
5	Déchets	Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 5.3.2	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Déchets	Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 5.5.2	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que :

- le registre des déchets entrants tel que décrit à l'article 5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 susvisé et le registre des déchets et produits sortants tel que décrit à l'article 5.5.2 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 susvisé sont désormais disponibles et comportent les informations exigées ;
- le site dispose de moyens de lutte contre l'incendie conformes aux dispositions de l'article 7.11 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 ;
- l'exploitant a mis en place et complété le registre sur lequel sont consignées les dates, les modalités des contrôles, les observations constatées et les suites données aux vérifications des moyens de lutte contre l'incendie.

La mise en demeure du 9 décembre 2022 est considérée comme levée sur ces points.

S'agissant des résultats du contrôle des effluents en sortie du séparateur à hydrocarbures, le rapport rédigé suite au prélèvement réalisé le 25 mai dernier montre un retour à la conformité (concentration en matières en suspension de 31 mg/l, inférieure à la valeur limite fixée à 35 mg/l).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, articles 3.7 et 3.6 (partiel)
Thème (s) : Risques chroniques - Surveillance des rejets atmosphériques et valeurs limites
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18 octobre 2022• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites• suite (s) qui avai(en)t été actée (s) : sans suite à ce stade• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à compter de la date du rapport d'inspection du 7 novembre 2022
Prescription contrôlée : <p><u>Article 3.7</u> Des mesures de rejets de poussières sont effectuées annuellement sur chacune des cheminées de l'Aerofall et du TBS. Ces contrôles sont effectués par un organisme agréé par le Ministère en charge de l'environnement. Les débits et les vitesses d'éjection sont également mesurés au moins annuellement. Les résultats, accompagnés de commentaires, sont adressés dans les deux mois suivants les analyses à l'Inspection des Installations Classées.</p> <p><u>Article 3.6</u> Les poussières issues des opérations de broyage/tri de l'Aerofall [...] sont captées et dépoussiérées. La vitesse minimale d'éjection des gaz à l'atmosphère est de 8 m/s en marche continue maximale. Les gaz rejetés à l'atmosphère par les cheminées Aerofall [...] respectent les valeurs limites d'émission suivantes, mesurées suivant les normes en vigueur :</p> <p>Poussières totales : 20 mg/Nm³</p>
Constats : À l'issue du contrôle réalisé le 18 octobre 2022, l'inspection avait constaté, au niveau de l'installation Aerofall, suite au contrôle annuel de 2021, que la vitesse d'éjection était de 6,61 m/s en moyenne pour une vitesse minimale prescrite de 8 m/s. L'inspection avait alors demandé à l'exploitant de paramétrer le fonctionnement de ses installations pour qu'un débit minimum de 8 m/s soit garanti et précisé que cette mesure corrective serait évaluée sur la base des résultats du contrôle 2022 des rejets programmé le 25 octobre 2022. Par courriel du 22 novembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de contrôle du 9 novembre 2022 référencé EK2L0/22/1052 suite au contrôle des rejets atmosphériques de l'installation Aerofall du 25 octobre 2022 (vitesse d'éjection de 14,08 m/s et concentration en poussières de 2,06 mg/Nm ³ conformes aux valeurs-limites fixées respectivement à 8 m/s (vitesse minimale d'éjection) et à 20 mg/Nm ³).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 4.2 (partiel)
Thème (s) : Risques chroniques - Gestion des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18 octobre 2022• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites• suite (s) qui avai(en)t été actée (s) : sans suite à ce stade• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à compter de la date du rapport d'inspection du 7 novembre 2022
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Les eaux pluviales ou de ruissellement polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages de déchets non-dangereux, autres zones de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilités pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 18 octobre 2022, l'exploitant a déclaré :</p> <ul style="list-style-type: none">- disposer d'un séparateur à hydrocarbures permettant le traitement des eaux de ruissellement potentiellement polluées collectées sur les plateformes de lavage des véhicules et de distribution de GNR connexes à l'atelier engins ;- avoir vidangé le séparateur deux ans auparavant et n'avoir effectué aucun contrôle de son fonctionnement depuis cette opération. <p>L'inspection avait alors demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, sous un délai d'un mois, le compte-rendu d'intervention de l'entreprise spécialisée.</p> <p>Par courrier du 21 octobre 2022, l'exploitant a déclaré avoir pris contact avec une entreprise spécialisée le 19 octobre pour effectuer la maintenance du séparateur.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué avoir fait procéder au pompage du contenu du débourbeur, à un lavage des parois et à l'évacuation des produits recueillis en centre de traitement agréé (vu la facture émise suite à l'opération de nettoyage réalisée le 2 décembre 2022, le BSD n° 20221130-D8JREA1QT du 2 décembre 2022 et la facture du centre de traitement n° 22120029 du 9 décembre 2022 : sans observation de l'inspection).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 4.3 (partiel)
Thème (s) : Risques chroniques - Valeurs-limites d'émission des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18 octobre 2022• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites• suite (s) qui avai(en)t été actée (s) : sans suite à ce stade• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à compter de la date du rapport d'inspection du 7 novembre 2022
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Les eaux pluviales polluées ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous-réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs-limites d'émission fixés par le présent arrêté. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoins en vue de respecter les valeurs-limites fixées par le présent arrêté.</p> <p>Les eaux pluviales polluées rejetées au milieu naturel respectent les valeurs-limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- matières en suspension totales : 35 mg/l ;- DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ;- hydrocarbures totaux : 10 mg/l.
Constats : À l'issue du contrôle du 18 octobre 2022, l'inspection avait constaté l'absence de contrôle de la qualité des rejets en sortie du séparateur à hydrocarbures.
<p>L'inspection avait alors demandé à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai d'un mois, le rapport de contrôle des rejets issus du séparateur à hydrocarbures.</p> <p>Par courrier du 23 décembre 2022, l'exploitant a transmis le rapport d'analyse AR-22-TV-023082-02 du 23 décembre 2022 suite au contrôle des effluents du 9 décembre 2022. Celui-ci montre des résultats conformes aux valeurs-limites d'émission pour les paramètres DCO et HCT mais une concentration de 45 mg/l en MES pour une valeur-limite de 35 mg/l. Ayant constaté ce dépassement, l'exploitant avait alors indiqué avoir acheté un nouveau filtre coalesceur afin de permettre un fonctionnement optimal du séparateur à hydrocarbures.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué avoir procédé au changement du filtre coalesceur le 9 janvier 2023, mais n'avoir pas encore procédé à un nouveau contrôle de ses effluents en sortie de l'installation.</p> <p>Par courriel du 30 mai 2023, l'exploitant a transmis une copie de la commande passée au laboratoire en vue de la réalisation d'une nouvelle analyse et a précisé que les résultats (transmission du rapport prévue par le laboratoire pour 14 juin 2023) seraient transmis dès réception.</p> <p>Par courriel du 15 juin 2023, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des effluents indiquant une concentration de 31 mg/l en matières en suspension, inférieure à la valeur limite d'émission fixée à 35 mg/l.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 7.11 (partiel)
Thème (s) : Risques accidentels - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18 octobre 2022• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites• suite (s) qui avai(en)t été actée (s) : sans suite à ce stade• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à compter de la date du rapport d'inspection du 7 novembre 2022
Prescription contrôlée : <p>[...] Les moyens d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'établissement doit disposer au minimum des moyens ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;• plusieurs extincteurs en nombre suffisant répartis sur les lieux présentant des risques spécifiques ; <p>[...]</p> <p>Deux réserves d'eau de 200 m³ et 60 m³ destinées à l'extinction sont disponibles et accessibles en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Ces réserves disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier, auprès de l'inspection des installations classées, la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement des réserves d'eau incendie.</p> <p>[...]</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles, les observations constatées et les suites données à ces vérifications doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. [...]</p>
Constats : <p>Lors de la visite du 18 octobre 2022, l'exploitant a déclaré disposer notamment des moyens de lutte incendie suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- un bassin de 200 m³ et un de 60 m³ équipés de pompes ;- 5 poteaux incendie d'un débit nominal de 60m³/h. <p>La présence et le positionnement de ces dispositifs vis-à-vis des risques à couvrir avait reçu un avis favorable du SDIS en date du 11 janvier 2016.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant avait indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none">- disposer d'un bassin de 400 m³ et d'une réserve d'eau de 15 m³ (puisard pompant directement dans la source du crassier) mais n'avait pas été en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau en sortie du bassin ;- avoir fait évaluer les débits des poteaux incendie lors d'un contrôle effectué le 17 juillet 2022 : les débits des trois poteaux (et non des cinq) étaient inférieurs à 60m³/h. Au regard de ce constat, l'exploitant avait mandaté la société en charge des pompes du bassin pour la réalisation d'un contrôle. <p>L'exploitant avait également déclaré disposer d'un parc de 59 extincteurs, contrôlés le 29 octobre 2021 (prochain contrôle prévu en novembre 2022). Cependant, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter le registre sur lequel sont consignées les dates, les modalités des contrôles, les observations constatées et les suites données aux vérifications.</p>

L'inspection avait alors proposé à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de trois mois, les dispositions de l'article 7.11 (partiel) ci-dessus en matière de disponibilité effective des débits d'eau en sortie du bassin et de registre sur lequel sont consignées les dates, les modalités des contrôles, les observations constatées et les suites aux vérifications. S'agissant du nombre et du volume des bassins, mais également de la conformité des prises de raccordement, l'inspection avait demandé à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai d'un mois, l'avis du SDIS sur les moyens de lutte actuellement en place.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°253 a été signé le 9 décembre 2022.

Par courrier du 9 mars 2023, l'exploitant a transmis :

- le rapport d'intervention du 25 novembre 2022 suite aux contrôles du parc d'extincteurs réalisé par une société spécialisée les 27 et 28 octobre, et les 18 et 25 novembre 2022 ;
- une copie du bon de commande de la nouvelle pompe à installer dans le bassin pour garantir un débit de 60 m³/h au niveau des poteaux incendie ;
- une copie du registre sécurité incendie complété.

Par courriel du 17 mai 2023, l'exploitant a transmis l'avis du SDIS du 17 mai 2023 indiquant que « Vos moyens de défense incendie permettent de répondre à l'article 7.11 de l'arrêté préfectoral n° 2016 -DLP- BUPE- 221 du 20 septembre 2016 ».

L'ensemble de ces éléments n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.

La mise en demeure est considérée comme levée sur ces points.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 5.3.2
Thème (s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18 octobre 2022 • type de suites qui avaient été actées : avec suites • suite (s) qui avai(en)t été actée (s) : mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site.</p> <p>Pour chaque flux de déchets entrants, les déchets entrants sur le site font l'objet d'un enregistrement précisant au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception ; • le nom et l'adresse du détenteur des déchets ; • la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; • l'identité du transporteur des déchets ; • le numéro d'immatriculation du véhicule ; • le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement CE n° 1013/2006 concernant les transferts de déchets ; • le résultat du contrôle visuel ; • l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE relative aux déchets ; • le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge de déchets. <p>Pour chaque flux de déchets entrants, l'exploitant est en mesure de justifier du caractère non-dangereux de ces déchets.</p> <p>Ces registres sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Lors de la visite du 18 octobre 2022, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter le registre, indiquant qu'il était nécessaire de procéder à une extraction des informations à partir de la base de données.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant avait transmis un extrait du registre des déchets entrants pour les journées du 17 août, 16 septembre et 17 octobre 2022. Cet extrait ne permettait cependant pas d'avoir accès à l'ensemble des informations listées supra. En effet, les informations étaient enregistrées soit sous format informatique soit en format papier. Il n'existait aucun registre répondant aux dispositions ci-dessous.</p> <p>L'inspection avait alors proposé à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de trois mois, les dispositions de l'article 7:11 (partiel) en complétant le registre des déchets entrants par l'ensemble des informations exigées par l'article 5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 susvisé.</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°253 a été signé le 9 décembre 2022.</p> <p>Par courriel du 25 octobre, l'exploitant avait indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - travailler avec la société en charge de la gestion du logiciel bascule à l'ajout des modules de gestion de déchets dans le but d'avoir une vision unique sur l'ensemble des points demandés ; - que cette modification prendrait plusieurs semaines.

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection une extraction de son registre sur lequel figurent la totalité des informations listées supra (seule "la date à laquelle la fin du traitement est constatée ou, si le mode de traitement ne permet pas de connaître cette date, la durée moyenne entre l'admission des déchets et leur traitement" ne peut être renseignée en raison de la nature des opérations effectuées sur le site).

La mise en demeure est considérée comme levée sur ces points.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 5.3.2
Thème (s) : Risques chroniques - Registre des déchets entrants
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18 octobre 2022 • type de suites qui avaient été actées : avec suites • suite (s) qui avai(en)t été actée (s) : mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site.</p> <p>Pour chaque flux de déchets entrants, les déchets entrants sur le site font l'objet d'un enregistrement précisant au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception ; • le nom et l'adresse du détenteur des déchets ; • la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; • l'identité du transporteur des déchets ; • le numéro d'immatriculation du véhicule ; • le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement CE n° 1013/2006 concernant les transferts de déchets ; • le résultat du contrôle visuel ; • l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE relative aux déchets ; • le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge de déchets. <p>Pour chaque flux de déchets entrants, l'exploitant est en mesure de justifier du caractère non-dangereux de ces déchets.</p> <p>Ces registres sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Lors de la visite du 18 octobre 2022, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter le registre, indiquant qu'il était nécessaire de procéder à une extraction des informations à partir de la base de données.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant avait transmis un extrait du registre des déchets sortants pour les journées du 17 août, 16 septembre et 17 octobre 2022. Cet extrait ne permettait cependant pas d'avoir accès à l'ensemble des informations listées supra. En effet, les informations étaient enregistrées soit sous format informatique soit en format papier. Il n'existait aucun registre répondant aux dispositions ci-dessous.</p> <p>L'inspection avait alors proposé à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de trois mois, les dispositions de l'article 7:11 (partiel) en complétant le registre des déchets entrants par l'ensemble des informations exigées par l'article 5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 susvisé.</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°253 a été signé le 9 décembre 2022.</p> <p>Par courriel du 25 octobre, l'exploitant avait indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - travailler avec la société en charge de la gestion du logiciel bascule à l'ajout des modules de gestion de déchets dans le but d'avoir une vision unique sur l'ensemble des points demandés ; - que cette modification prendrait plusieurs semaines.

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection une extraction de son registre sur lequel figurent la totalité des informations listées supra (seule "la date à laquelle la fin du traitement est constatée ou, si le mode de traitement ne permet pas de connaître cette date, la durée moyenne entre l'admission des déchets et leur traitement" ne peut être renseignée en raison de la nature des opérations effectuées sur le site).

La mise en demeure est considérée comme levée sur ces points.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet